

DOCUMENT POUR REMPLIR LA DÉCLARATION DES REVENUS DE 2016

Ce document n'a qu'une valeur indicative. Il ne se substitue pas à la documentation officielle de l'administration.

BIC NON PROFESSIONNELS :

REVENUS DE LOCATIONS MEUBLÉES ET AUTRES ACTIVITÉS BIC NON PROFESSIONNELLES

Depuis le 1^{er} janvier 2009, la définition des loueurs en meublé professionnels ainsi que les modalités d'imputation des déficits des loueurs en meublé non professionnels sont modifiées. Par ailleurs, depuis cette même date, pour le régime des micro-entreprises, la location de locaux d'habitation meublés, autres que les gîtes ruraux, les meublés de tourisme et les chambres d'hôtes, relève du seuil de chiffre d'affaires et de l'abattement forfaitaire applicable aux activités de prestations de services.

Les déficits provenant de l'ensemble des activités industrielles et commerciales exercées à titre non professionnel ne sont pas imputables sur le revenu global. Ces déficits sont imputables sur les seuls bénéfices tirés d'activités de même nature (industrielles et commerciales) exercées dans les mêmes conditions (à titre non professionnel) et réalisées la même année ou pendant les six années suivantes.

Remarque : il existe des spécificités afférentes aux investissements réalisés dans les DOM-COM et des dispositions transitoires ([BOI-BIC-DEF-10](#)).

CHAMP D'APPLICATION DU RÉGIME D'IMPUTATION DES DÉFICITS

Les activités industrielles et commerciales

L'ensemble des activités relevant des bénéfices industriels et commerciaux est concerné par ce dispositif. Il s'agit, d'une part, des activités industrielles, commerciales ou artisanales par nature ou par détermination de la loi et, d'autre part, des activités qui par leur nature relèvent en principe d'autres catégories d'imposition mais dont les résultats sont imposables dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux en application, notamment, des articles 155 ou 238 bis K du code général des impôts.

Les personnes exerçant des activités industrielles et commerciales

L'activité industrielle et commerciale peut être exercée soit directement dans le cadre d'une entreprise individuelle ou d'une indivision à laquelle vous ou l'un des membres de votre foyer fiscal participe, soit indirectement dans le cadre d'une société de personnes (ou groupements assimilés) n'ayant pas opté pour l'impôt sur les sociétés.

À titre non professionnel

L'activité est exercée à titre non professionnel dès lors que vous ou l'un des membres de votre foyer fiscal ne participez pas personnellement, directement et continuellement à l'accomplissement des actes nécessaires à sa poursuite.

L'absence de participation à l'accomplissement des actes nécessaires à l'activité s'entend de l'exercice d'actes isolés et non représentatifs d'une des fonctions nécessaires à une gestion opérationnelle de l'entreprise.

La participation n'est ni personnelle ni directe lorsque la gestion de l'activité est confiée, en droit ou en fait, à une personne qui n'est pas membre de votre foyer fiscal, quelles que soient les conditions juridiques de cette délégation (mandat, contrat de travail ou toute autre convention) et que cette gestion ne donne lieu qu'à un contrôle à posteriori.

La participation n'est pas continue lorsque vous ou un membre de votre foyer fiscal, consacre une faible part de son temps et manifeste une présence irrégulière à l'exercice de cette activité.

CAS PARTICULIER DES LOUEURS EN MEUBLÉ ([BOI-BIC-CHAMP-40-20](#) ; [BOI-BIC-CHAMP-40-10](#))

Vous êtes loueur en meublé si :

- vous êtes propriétaire de locaux meublés et que vous les donnez en location,
- vous êtes propriétaire de locaux nus que vous donnez en location à une autre personne (ou à une société de gestion) qui les donne elle-même en sous-location meublée, lorsque la location présente un caractère commercial en raison des modalités prévues au contrat de bail conclu avec cette personne ou cette société (notamment lorsque la location vous permet de participer à la gestion ou aux résultats d'une entreprise commerciale).

Entrent notamment dans cette catégorie les loueurs de chambres d'hôtes, de meublés de tourisme ou de gîtes ruraux (collectivités locales et agriculteurs).

Les mises à disposition de caravanes, mobil homes et habitations légères de loisirs réalisées dans les terrains de camping sont assimilées à la fourniture de logements meublés lorsque ces biens constituent de véritables installations fixes.

Ne relèvent, en revanche, pas de cette catégorie, les conventions d'hébergement qui, en raison des services fournis ou proposés, dépassent la simple jouissance du bien.

Dans la majorité des cas, les locations en meublé saisonnières sont considérées comme des locations non professionnelles.

Si vous louez directement ou indirectement des locaux d'habitation meublés ou destinés à être meublés, votre activité est considérée comme exercée à titre non professionnel si :

- aucun membre du foyer fiscal **n'est inscrit au registre du commerce et des sociétés en qualité de loueur en meublé ;**
- un membre du foyer fiscal au moins est inscrit au registre du commerce et des sociétés, mais **le montant des recettes annuelles retirées de l'activité de loueur en meublé par l'ensemble des membres du foyer fiscal est inférieur ou égal à 23 000 € TTC, ou si le montant des recettes est supérieur à 23 000 €, il n'excède pas les autres revenus d'activité du foyer fiscal.**

Si les conditions ci-dessus sont remplies, le caractère non professionnel de votre activité est acquis, même si vous participez personnellement et de façon directe et continue à la gestion des immeubles.

Comment s'apprécient les limites de 23 000 € et la prépondérance des recettes de location par rapport aux autres revenus ?

Les recettes brutes à prendre en considération doivent s'entendre du total des loyers courus taxes comprises.

Les recettes de location meublée procurées par l'ensemble des membres du foyer fiscal doivent excéder les autres revenus d'activité du foyer fiscal, entendus comme la somme des revenus suivants :

- les traitements et salaires au sens de l'article 79 du code général des impôts, c'est-à-dire y compris, notamment, les pensions et rentes viagères ;
- les bénéfices industriels et commerciaux autres que ceux tirés de l'activité de location meublée, mais y compris ceux qui ne seraient pas perçus dans le cadre d'une activité professionnelle ;
- les bénéfices agricoles ;
- les bénéfices non commerciaux ;
- les revenus des gérants et associés mentionnés à l'article 62 du code général des impôts.

Il convient de retenir le revenu net de chacune de ces catégories d'imposition, c'est-à-dire après déduction des charges ou abattements. Les revenus exonérés d'impôt ne sont pas retenus. Les déficits éventuels doivent être pris en compte au titre de l'année au cours de laquelle ils sont réalisés à hauteur de leur montant imputable sur le revenu global en application des dispositions de l'article 156. Les déficits des années antérieures ne sont pas pris en compte.

MONTANT DES RECETTES DE LA LOCATION EN MEUBLÉ RETIRÉ PAR L'ENSEMBLE DES MEMBRES DU FOYER FISCAL	UN MEMBRE AU MOINS DU FOYER FISCAL EST INSCRIT AU RCS	AUCUN MEMBRE DU FOYER FISCAL N'EST INSCRIT AU RCS
Recettes inférieures ou égales à 23 000 €	Non professionnel	Non professionnel
Recettes supérieures à 23 000 € et revenus des locations meublées inférieurs aux autres revenus d'activité du foyer fiscal	Non professionnel	Non professionnel
Recettes supérieures à 23 000 € et revenus des locations meublées supérieurs aux autres revenus d'activité du foyer fiscal	Professionnel	Non professionnel

Remarque : Concernant les dispositions transitoires pour l'appréciation de la prépondérance des recettes de location par rapport aux autres revenus pour les locations commencées avant le 1^{er} janvier 2009 ou portant sur des locaux acquis ou réservés avant cette date se reporter à la documentation BOFIP-Impôts [BOI-BIC-CHAMP-40-10](#).

CE RÉGIME D'IMPUTATION DES DEFICITS S'APPLIQUE :

- AUX DÉFICITS PROVENANT D'ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES CRÉÉES OU REPRISES À COMPTER DU 1ER JANVIER 1996.

La date de **création** d'une entreprise correspond à celle du démarrage effectif de l'activité. L'activité est créée lorsque l'entreprise dispose des immobilisations nécessaires à son exercice et que les premières opérations commerciales liées à cet exercice sont réalisées.

La date de **reprise** s'apprécie par rapport à l'acte juridique de reprise (acquisition, souscription, rachat, apport).

- À LA FRACTION DES DÉFICITS PROVENANT DES EXTENSIONS OU ADJONCTIONS RÉALISÉES À COMPTER DU 1ER JANVIER 1996 DANS LE CADRE D'UNE ACTIVITÉ DÉJÀ EXISTANTE À CETTE DATE.

L'application de ces règles à la seule fraction des déficits provenant de ces adjonctions et extensions est subordonnée à **la condition que les opérations correspondantes soient retracées dans une comptabilité séparée et donnent lieu à une déclaration de résultats propre.**

A défaut, les modalités d'imputation s'appliquent à l'ensemble du déficit de l'activité.

- À LA FRACTION DES DÉFICITS PROVENANT D'INVESTISSEMENTS RÉALISÉS À COMPTER DU 1ER JANVIER 1996 DANS LE CADRE D'UNE ACTIVITÉ DÉJÀ EXISTANTE À CETTE DATE.

Tout investissement nouveau affecté à l'activité non professionnelle, réalisé à compter du 1^{er} janvier 1996, déclenche l'application du régime d'imputation des déficits.

Il peut s'agir de biens **neufs ou d'occasion**.

L'investissement peut être **acquis ou créé** par l'entreprise en vue du remplacement d'actifs existants ou destinés à accroître le volume d'activité.

L'investissement peut être **loué ou affecté** à l'activité non professionnelle par l'effet de toute autre convention (contrat de location simple ou contrat de crédit-bail).

La date de réalisation de l'investissement s'entend de la date de livraison à l'entreprise pour les biens acquis, de la date à laquelle ils sont achevés pour les biens créés par l'entreprise et de la date d'affectation à l'activité pour les biens loués ou affectés.

Les nouvelles règles s'appliquent à la seule fraction de l'activité correspondant à ces investissements nouveaux.

Cette fraction est déterminée **forfaitairement** par le rapport existant entre, d'une part, la somme des valeurs nettes comptables des investissements réalisés à compter du 1^{er} janvier 1996 et, d'autre part, la somme des valeurs nettes comptables de l'ensemble des investissements affectés à l'activité, y compris les investissements nouveaux.

MODALITÉS D'IMPUTATION DES DÉFICITS

Les déficits des activités industrielles et commerciales exercées à titre non professionnel (y compris les moins-values à court terme) **sont imputables sur les bénéfices réalisés dans le cadre de cette même activité ou des autres activités exercées à titre non professionnel au cours de la même année ou des six années suivantes.**

L'imputation et le report des déficits sont effectués de façon globale pour l'ensemble de ces activités ; la somme des déficits est imputée sur le total des bénéfices.

Si les résultats déficitaires sont supérieurs aux bénéfices, **l'imputation de l'excédent des déficits peut être effectuée au titre des six années suivantes ;** le déficit subi au titre de l'année la plus ancienne s'impute en priorité.

Peuvent ainsi être reportés sur les revenus de l'année 2016, les déficits constatés au titre des exercices clos à compter du 1^{er} janvier 2010.

Le déficit constaté au titre de l'imposition de l'année 2016 pourra être reporté sur les revenus imposés au titre des années 2017 à 2022 inclus.

Les déficits (y compris les moins-values à court terme) qui n'ont pu être imputés au terme des six années suivant celle au titre de laquelle ils ont été réalisés, sont définitivement perdus.

Régime des locations meublées exercées à titre non professionnel : les déficits du foyer fiscal provenant de l'activité de location exercée à titre non professionnel sont imputables exclusivement sur les revenus provenant de cette même activité au cours des dix années suivantes pendant lesquelles l'activité n'est pas exercée à titre professionnel. Un déficit subi au cours d'une année où l'activité a été exercée à titre non professionnel est uniquement imputable sur les bénéfices générés par une activité de location meublée exercée à titre non professionnel.

Toutefois, lorsque le loueur en meublé acquiert le statut de loueur en meublé professionnel dès le commencement de la location, la part des déficits non professionnels qui n'ont pu être imputés en application des règles rappelées ci-dessus et qui proviennent des charges engagées en vue de la location directe ou indirecte d'un local d'habitation avant le commencement de cette location, peut être imputée par tiers sur le revenu global des trois premières années de location du local, tant que l'activité de location meublée est exercée à titre professionnel.

EXCEPTIONS AUX RÈGLES D'IMPUTATION DES DÉFICITS

Par exception, l'imputation sur le revenu global des déficits provenant d'activités industrielles et commerciales exercées à titre non professionnel demeure possible, sous certaines conditions, dans les deux cas suivants :

INVESTISSEMENTS DONT LA RÉALISATION EST EFFECTUÉE DANS LES DOM-COM

Les déficits provenant de la déduction et de l'exploitation d'investissements réalisés outre-mer s'imputent sur le revenu global à la condition que ces investissements aient fait l'objet d'un agrément préalable du ministre chargé du budget en application des dispositions du III de l'article 217 *undecies* du code général des impôts.

Les déficits concernés

Il s'agit des déficits provenant de la déduction et de l'exploitation des investissements qui ouvrent ou ont ouvert droit au bénéfice du régime d'aide fiscale prévu à l'article 163 *tervicies* du code général des impôts.

Conditions d'imputation

Ces déficits s'imputent sur le revenu global à la condition que les investissements concernés aient obtenu l'agrément préalable du ministre chargé du budget prévu au III quater de l'article 238 bis HA ancien du code général des impôts.

Seuls sont susceptibles d'avoir fait l'objet d'un tel agrément, **les investissements pour lesquels la demande d'agrément est parvenue à l'administration avant le 15 septembre 1997.**

LOCATION D'UN HÔTEL, D'UNE RESIDENCE DE TOURISME OU D'UN VILLAGE DE VACANCES CLASSÉS DANS UN DEPARTEMENT D'OUTRE-MER ([BOI-BIC-RICI-20-10](#))

Les déficits provenant de la location d'un hôtel, d'une résidence de tourisme ou d'un village de vacances classés dans un département d'outre-mer s'imputent, sous certaines conditions, sur le revenu global (I bis de l'article 199 *undecies* B du code général des impôts).

Les déficits concernés

Il s'agit de la part de déficits provenant des travaux de rénovation ou de réhabilitation ayant ouvert droit à la réduction d'impôt au taux de 70 % prévue à l'article 199 *undecies* B du code général des impôts.

Conditions d'imputation

Ces déficits s'imputent sur le revenu global, pour une durée de cinq ans, sur agrément préalable du ministre chargé du budget dans les conditions prévues aux 1 et 2 du III de l'article 217 *undecies* du code général des impôts.

Les opérations de rénovation ou de réhabilitation doivent être réalisées avant le 31 décembre 2008.

MISE EN LIQUIDATION JUDICIAIRE DE L'ACTIVITÉ DÉFICITAIRE

L'imputation des déficits sur le revenu global continue à s'appliquer même en cas de mise en liquidation judiciaire de l'activité non professionnelle déficitaire ou de l'activité non professionnelle déficitaire de l'un des membres du foyer fiscal.

Les déficits concernés

Les déficits sont imputables pour leur fraction existant à la date d'ouverture de la procédure de liquidation et n'ayant pas encore été imputé sur les bénéfices des autres activités non professionnelles.

Conditions d'imputation

Ces déficits s'imputent sur le revenu global à la condition que **les éléments d'actif affectés à cette activité cessent définitivement d'appartenir, directement ou indirectement, à l'un des membres du foyer fiscal.**

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

L'imputation sur le revenu global continue à s'appliquer **au déficit ou à la fraction de déficit provenant de l'exploitation :**

D'IMMEUBLES EN COURS DE RÉALISATION OU ACHEVÉS MAIS NON ENCORE COMMERCIALISÉS AU 1^{er} JANVIER 1996.

Il s'agit des immeubles :

- dont la déclaration d'ouverture de chantier a été déposée avant le 1^{er} janvier 1996 ;
- acquis par le contribuable, directement ou indirectement, dans les cinq ans de cette déclaration ;
- et n'ayant pas été détenus, directement ou indirectement, par une autre personne physique entre la date de déclaration d'ouverture de chantier et les cinq années suivantes.

DE BIENS MEUBLES CORPORELS COMMANDÉS AVANT LE 1^{er} JANVIER 1996 MAIS NON ENCORE LIVRÉS À CETTE DATE.

Il s'agit de meubles corporels :

- neufs ;
- non encore livrés au 1^{er} janvier 1996 ;
- mais ayant donné lieu, avant cette date, à une commande accompagnée du versement d'acomptes au moins égaux à 50 % de leur prix.

TABLEAU RECAPITULATIF DES MODALITES D'IMPUTATION

	IMPUTATION SUR LE REVENU GLOBAL	IMPUTATION SUR LES BIC NON PROFESSIONNELS
Cas général	Déficits provenant d'activités industrielles et commerciales non professionnelles créées avant le 1 ^{er} janvier 1996. Déficits provenant d'investissements réalisés avant le 1 ^{er} janvier 1996.	Déficits provenant d'activités industrielles et commerciales non professionnelles créées à compter du 1 ^{er} janvier 1996. Déficits provenant d'investissements réalisés à compter du 1 ^{er} janvier 1996 dans le cadre d'une entreprise créée également après cette date
Cas particuliers 1° <i>Déficits provenant d'investissements</i> réalisés après le 1 ^{er} janvier 1996 concourant à une activité déjà existante à cette date. 2° <i>Déficits provenant d'une adjonction ou extension d'activité</i> réalisée à compter du 1 ^{er} janvier 1996 dans le cadre d'une activité déjà existante à cette date. Deux situations sont possibles : • les opérations relatives à l'adjonction ou extension sont retracées dans une comptabilité séparée et donnent lieu à une déclaration de résultats propre ; • les opérations relatives à l'adjonction ou extension ne sont pas retracées dans une comptabilité séparée et ne donnent pas lieu à une déclaration de résultats propre.	Fraction du déficit relative à l'activité antérieure au 1 ^{er} janvier 1996. Fraction du déficit liée à l'activité déjà existante au 1 ^{er} janvier 1996.	Fraction du déficit générée par les investissements effectués à compter du 1 ^{er} janvier 1996. Fraction du déficit provenant des seuls investissements effectués à compter du 1 ^{er} janvier 1996. Intégralité du déficit de l'activité, y compris le résultat de l'activité préexistante.
Investissements DOM-TOM	Déficits provenant d'investissements ayant fait l'objet d'un agrément préalable délivré en application des dispositions du III quater de l'article 238 bis HA ancien du CGI.	Déficits provenant d'investissements autres que ceux mentionnés à la colonne précédente.
Location d'un hôtel, d'une résidence de tourisme ou d'un village de vacances classés dans un département d'outre-mer	Part du déficit de location provenant des travaux de rénovation ou de réhabilitation ayant ouvert droit à la réduction d'impôts au taux de 70 % prévue à l'article 199 <i>undecies</i> B du CGI.	Solde du déficit provenant de la location
Locations meublées (et membres non professionnels de copropriétés de cheval de course ou d'étalon)		Déficit des locations meublées non professionnelles, quelles que soient les dates de création d'activité ou de réalisation des investissements.

MODALITÉS DE DÉCLARATION

• SOUSCRIPTION D'UNE DÉCLARATION DE RÉSULTATS

L'obligation de déposer ou non une déclaration de résultats est déterminée par le régime d'imposition dont vous relevez.

Vous relevez du régime des micro-entreprises

Ce régime s'applique si vous remplissez les conditions suivantes :

• vous êtes un exploitant individuel,

• votre chiffre d'affaires hors taxes de l'année 2015 est inférieur aux montants suivants :

– 82 200 € (ou 90 300 € si votre chiffre d'affaires de l'année 2014 n'a pas excédé 82 200 €) si votre activité consiste à vendre des marchandises, fournitures et denrées à emporter ou à consommer sur place, et à fournir le logement (à l'exclusion des locations meublées autres que les gîtes ruraux, les meublés de tourisme au sens de l'arrêté du 28 décembre 1976 et les chambres d'hôtes au sens de l'article L. 324-3 du code du tourisme) ;

– 32 900 € (ou 34 900 € si votre chiffre d'affaires de l'année 2014 n'a pas excédé 32 900 €) pour votre activité de prestations de services (y compris les locations meublées autres que les gîtes ruraux, les meublés de tourisme au sens de l'arrêté du 28 décembre 1976 et les chambres d'hôtes au sens de l'article L. 324-3 du code du tourisme).

Remarque : depuis le 1^{er} janvier 2009, les activités de location directe ou indirecte de locaux d'habitation meublés ou destinés à être loués meublés relèvent du seuil de 32 900 € et du taux d'abattement de 50 %, à l'exception des gîtes ruraux, des meublés de tourisme au sens de l'arrêté du 28 décembre 1976 et des chambres d'hôtes au sens de l'article L. 324-3 du code de tourisme.

(Pour davantage de précisions concernant le régime des micro-entreprises, voir le document d'information n° 2041 GQ).

Si vous remplissez ces conditions, **vous êtes dispensés de déposer une déclaration de résultats.**

Un abattement forfaitaire est appliqué **automatiquement** sur le montant du chiffre d'affaires déclaré, au taux de :

– **71 %** pour les activités de ventes de marchandises ou assimilées,

– **50 %** pour les activités de prestations de services (y compris les locations meublées autres que les gîtes ruraux, les meublés de tourisme au sens de l'arrêté du 28 décembre 1976 et les chambres d'hôtes au sens de l'article L. 324-3 du code de tourisme).

Chacun de ces abattements **ne peut être inférieur à 305 €.**

En cas de dépassement des limites de 82 200 € ou 32 900 €, l'abattement représentatif des frais de 71 % ou de 50 % (selon la nature de l'activité) s'applique à la totalité du chiffre d'affaires réalisé (y compris sur la fraction du chiffre d'affaires excédant ces limites).

Vous relevez du régime du bénéfice réel

Vous devez souscrire une déclaration de résultats n° 2031 pour chaque type d'activité industrielle et commerciale non professionnelle que vous exercez.

Précision pour les loueurs en meublé : les déclarations professionnelles (déclaration spéciale de résultat n° 2031 et, le cas échéant, déclarations de TVA) sont déposées auprès du service des impôts des entreprises (SIE) du lieu de la situation du meublé.

Si vous possédez plusieurs meublés situés dans le ressort de plusieurs SIE, vous pouvez déposer vos déclarations :

– soit au service des impôts des entreprises de votre résidence ;

– soit au service des impôts des entreprises du lieu de la situation du meublé produisant les revenus les plus importants.

Les loueurs en meublé qui exercent une autre activité imposable déposent leurs déclarations de résultat auprès du service des impôts des entreprises compétent pour cette autre activité.

NB : Pour les exploitants non adhérents d'un Centre de Gestion Agréé soumis à un régime réel d'imposition, leur bénéfice est majoré de 25 % afin de neutraliser l'intégration de cet abattement dans le barème de l'impôt sur le revenu.

• SOUSCRIPTION DE LA DÉCLARATION DES REVENUS N° 2042 C PRO

Quel que soit votre régime d'imposition, vous devez souscrire une déclaration des revenus n° 2042 C Professions non salariées et renseigner le cadre « identification des personnes exerçant une activité non salariée » :

– du nom du titulaire du revenu ;

– du numéro SIRET (sur 14 caractères), si celui-ci est immatriculé auprès d'un centre de formalités des entreprises ;

– de l'adresse d'exploitation qui :

• en cas d'établissement unique est celle où s'exerce l'activité ;

• en cas de pluralité d'établissements est celle de l'établissement le plus important. S'agissant des locations meublées, on retiendra l'adresse de l'établissement dont la valeur locative foncière est la plus importante.

– de la nature du revenu (BIC) et de son régime d'imposition ;

– le cas échéant, de la date de cession ou de cessation.

Si le cadre n'est pas suffisant pour faire figurer l'ensemble des revenus dont peuvent être titulaires les membres du foyer fiscal, joignez à la déclaration 2042 C Pro, un état complémentaire établi selon le même modèle.

Puis remplissez les rubriques selon les modalités suivantes :

À noter : les revenus des locations meublées non professionnelles, déclarés selon le régime micro ou selon le régime réel, sont soumis automatiquement aux prélèvements sociaux. Cependant, pour certains exploitants agricoles, ces revenus peuvent avoir déjà été soumis aux contributions sociales dans le cadre de leur affiliation au régime agricole (MSA). Dès lors, ces derniers doivent compléter leur déclaration des revenus dans les cases prévues à cet effet (*locations déjà soumises aux prélèvements sociaux*) afin d'éviter une double taxation aux prélèvements sociaux.

• **Vous relevez du régime des micro-entreprises :**

- Inscrivez pour les revenus industriels et commerciaux non professionnels :

- le chiffre d'affaires **brut** réalisé : lignes 5NO – 5NP – 5OO – 5OP – 5PO et 5PP
- les plus-values nettes à court terme : lignes 5NX à 5PX.
- les plus-values de cession taxables à 16 % : lignes 5NQ à 5PQ.
- les moins-values à long terme : lignes 5NR à 5PR.
- les moins-values nettes à court terme: lignes 5IU à 5SZ

- Inscrivez pour les revenus des locations meublées non professionnelles :

- les recettes brutes (loyers charges comprises) des locations meublées : lignes 5ND à 5PD
- les recettes brutes des gîtes ruraux, chambres d'hôtes et meublés de tourisme : lignes 5NG à 5PG
- les recettes brutes des gîtes ruraux et chambres d'hôtes déjà soumises aux prélèvements sociaux : lignes 5NJ à 5PJ

• **Vous relevez du régime du bénéfice réel :**

Les résultats de la déclaration 2031 doivent être reportés aux lignes suivantes :

– **Régime normal ou simplifié**

• Bénéfices : lignes 5NC à 5PC ou, si vous n'êtes pas adhérent à un centre de gestion agréé ou si vous ne faites pas appel aux services d'un professionnel de l'expertise comptable agréé dit « viseur », lignes 5NI à 5PI.

• Composante du bénéfice : Si votre bénéfice comprend des plus-values à court terme, des subventions d'équipement ou des indemnités d'assurance pour perte d'élément d'actif, vous devez mentionner ces dernières lignes 5UT à 5VU. Attention, **ces montants ne doivent pas être exclus du bénéfice déclaré au titre de l'année 2016.**

• Composante du bénéfice : Si des moins-values à court terme entrent dans la composition de votre bénéfice annuel, vous devez les mentionner lignes 5UY à 5VZ. Attention, **ces montants ne doivent pas être exclus du bénéfice déclaré au titre de l'année 2016.**

• Bénéfices de source étrangère ouvrant droit à un crédit d'impôt égal à l'impôt français et / ou bénéfices de source française perçus par les non résidents : lignes 5UR à 5 WR ou, si vous n'êtes pas adhérent à un centre de gestion agréé ou si vous ne faites pas appel aux services d'un professionnel de l'expertise comptable agréé dit « viseur », lignes 5US à 5WS.

• Déficit : lignes 5NF à 5PF ou, si vous n'êtes pas adhérent à un centre de gestion agréé ou si vous ne faites pas appel aux services d'un professionnel de l'expertise comptable agréé dit « viseur », lignes 5NL à 5PL.

– **Locations meublées non professionnelles :**

Locations meublées

• Bénéfices : lignes 5NA à 5PA ou, si vous n'êtes pas adhérent à un centre de gestion agréé ou si vous ne faites pas appel aux services d'un professionnel de l'expertise comptable agréé dit « viseur », lignes 5NK à 5PK.

• Bénéfices de source étrangère ouvrant droit à un crédit d'impôt égal à l'impôt français et / ou bénéfices de source française perçus par les non résidents : lignes 5EY à 5 GY ou, si vous n'êtes pas adhérent à un centre de gestion agréé ou si vous ne faites pas appel aux services d'un professionnel de l'expertise comptable agréé dit « viseur », lignes 5EZ à 5GZ.

Locations de gîtes ruraux et chambres d'hôtes déjà soumises aux prélèvements sociaux

• Bénéfices : lignes 5NM à 5PM ou, si vous n'êtes pas adhérent à un centre de gestion agréé ou si vous ne faites pas appel aux services d'un professionnel de l'expertise comptable agréé dit « viseur », lignes 5KM à 5MM.

• Déficit : lignes 5NY à 5PY ou, si vous n'êtes pas adhérent à un centre de gestion agréé ou si vous ne faites pas appel aux services d'un professionnel de l'expertise comptable agréé dit « viseur », lignes 5NZ à 5PZ.

• **Vous avez réalisé des plus-values de cession**

Elles doivent être inscrites aux lignes 5NE à 5PE.

• **Déficits BIC non professionnels des années antérieures et non déduits :**

Ils doivent être inscrits aux lignes 5RN à 5RW selon leur année d'origine.

Le montant des déficits non encore imputés figure sur l'avis d'impôt sur le revenu de l'année précédente.

• **Déficits des locations meublées non professionnelles des années antérieures et non déduits :**

Ils doivent être inscrits aux lignes 5GA à 5GJ selon leur année d'origine.

IMPORTANT : les déficits provenant d'activités industrielles et commerciales créées avant le 1^{er} janvier 1996 ou d'investissements réalisés avant le 1^{er} janvier 1996 (voir tableau du présent document), restent imputables sur le revenu global.

Par conséquent et à titre exceptionnel, ces déficits doivent être indiqués au cadre qui concerne les activités industrielles et commerciales exercées à titre professionnel.